

Chers camarades bonjour,

Et bienvenue au siège de notre Fédération.

Notre classe sociale est au cœur d'une des attaques les plus violentes qu'elle ait jamais eu à subir. La dernière période nous rappelle l'enseignement historique, que le capital n'observe aucune trêve quant à sa domination sur le monde du travail, y compris dans les époques les plus sombres.

La pandémie qui s'est abattue sur la planète ne fait pas exception. Les relais médiatiques dominants en font la « cause » de la crise économique. Quand les Résistants de la seconde guerre mondiale ont fait sauter des ponts, personne n'aurait soutenu l'idée que c'est l'allumette qui a fait sauter le pont, plutôt que la dynamite accumulée à sa base.

C'est pourtant ce qui se produit avec le coronavirus aujourd'hui. Je ne minimise pas la tragédie sanitaire, au contraire. On nous parle partout de la « crise sanitaire du COVID », il y a bien une crise sanitaire, mais elle ne provient pas du COVID !

Comment expliquer sinon, que dans les quelques pays à économie dirigée, Venezuela, Vietnam, Cuba, et même la Chine, il y ait 5 fois moins de cas par million d'habitants que dans un pays à économie de marché, comme la France, et qu'il y ait surtout 50 fois moins de morts, rapportés à la population. 8 morts par million d'habitants à Cuba, 460 morts par million d'habitants en France ! Si on regarde BFM-TV, on n'entend pas ces comparaisons.

On n'entend pas que pendant ce temps, 35 pays ont bénéficié de l'aide médicale cubaine, dont la France et l'Italie, alors même que ce pays au peuple exemplaire continue d'être soumis au blocus meurtrier des États-Unis, avec la complicité de la France.

On n'entend pas non plus ce qui se prépare contre le peuple vénézuélien : une intervention impériale des États-Unis, un possible coup d'État avant les élections législatives de fin d'année avec pour but la fin de la République bolivarienne.

Dans ce monde où la guerre est redevenue une option possible, la crise sanitaire, faussement attribuée au COVID par les gouvernements capitalistes et les médias, a

en réalité pour cause les choix politiques qui ont été faits et soutenus en matière de santé, avec, en France et dans d'autres pays : destruction de l'hôpital, qui se poursuit à l'heure actuelle dans notre pays, réduction des dépenses publiques car la priorité est donnée au service de la dette, démantèlement de la protection sociale financée par la cotisation au profit d'une couverture assurantielle marchande, à plusieurs vitesses.

Le résultat, dans notre pays, c'est 30.000 morts officiels : c'est 10 ans de morts sur les routes, c'est 10 fois les attentats du 11 septembre 2001. Un « World Trade Center » tous les 5 jours durant les 55 jours qu'a duré le confinement. Cette hécatombe n'est pas le fait d'un virus, car si nous avions eu le système de santé permis par les choix économiques de Cuba à notre disposition (c'est un exemple), nous aurions eu 29.500 morts de moins. Ce massacre, où il a fallu que les médecins débordés choisissent dans les couloirs bondés des urgences, ceux qui allaient vivre et étaient réanimables, et ceux qu'on allait laisser mourir, ce massacre a pour responsables et coupables Macron et avant lui, Hollande, Sarkozy et leurs prédécesseurs, responsables et coupables leurs commanditaires, la petite clique qui loge dans des quartiers privatisés de l'ouest parisien et détient l'essentiel des titres de Bourse et de dette publique. Une classe parasitaire et meurtrière que relègue les crimes des chefs mafieux à des activités philanthropiques.

C'est pour réduire les dépenses publiques que des lits d'hôpitaux ont été, et sont encore aujourd'hui, supprimés, le personnel qui va avec, non remplacé, que les respirateurs, les masques, les réactifs de tests, le doliprane ont manqué, etc. On a réduit les dépenses publiques car en régime libéral, si les travailleurs contribuables sont déjà ponctionnés au maximum, ce qui est le cas en France, il est exclu de remettre en cause les cadeaux fiscaux faits aux entreprises et donc, de ré-augmenter les recettes, exclu de perturber ni de ralentir l'accumulation du capital.

La France n'est un paradis fiscal pour les employeurs qu'à la condition qu'elle soit un enfer sanitaire pour les travailleurs. Voilà l'équation résumée de notre situation.

J'ajoute, qu'au-delà de l'État, c'est la protection sociale en général qui est sacrifiée. Avec un assèchement des ressources de la Sécurité sociale pour une grande partie des salaires, autrement dit, des cotisations sociales, dénoncées comme « charges » à la télé. Notre Sécu n'est plus en mesure de faire face à son but, sa raison d'être,

instaurée en 1945 par les ordonnances fondatrices, à savoir assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail.

Sacrifier la Sécu, cela se traduit par les réformes des retraites, de l'assurance-chômage, la baisse des allocations logement pour les étudiants, et bien sûr, des lits d'hôpitaux en moins. Une industrie de la destruction de notre modèle social auquel s'ajoute le maintien du caractère largement privé de l'accès aux soins en France.

Car en même temps qu'on procède au dépeçage de l'hôpital public, des centaines d'EPAHD privés ont été ouverts, à 2000 ou 3000 euros mensuels le séjour ; on maintient en même temps une médecine libérale donc capitaliste ; on gave, avec l'argent de notre Sécu, les actionnaires des laboratoires pharmaceutiques, qui ne fabriquent que les médicaments rentables, et non ceux qui sont utiles, avec pour résultat l'an dernier, 1200 ruptures de médicaments en pharmacie, pour moins de 50 il y a 20 ans, dont des dizaines qui sont d'intérêt thérapeutique majeurs, autrement dit, vitaux.

Cette politique de santé, c'est la priorité au privé contre le public, la priorité aux intérêts particuliers contre l'intérêt général, le choix de développer les inégalités et non les compenser ou les réduire. Cette politique n'est pas développée que dans la santé, elle est un principe, présent partout, celui de l'hégémonie de la marchandise. Car à l'intérieur de chaque marchandise, caché, se trouve le profit, soutiré de l'activité de travail. Le profit, le but unique du capital.

Ce principe de rapacité se retrouve dans la décision des patrons d'envoyer les travailleurs au boulot, y compris durant le confinement, sans protection suffisante. Même principe dans la fraude patronale, qui restera impunie, consistant à toucher le chômage partiel, argent de la solidarité, et faire travailler les salariés pendant ce temps-là. Rapacité dans le développement du télétravail, qui fait assumer les frais fixes par le salarié, rapacité dans le chantage à l'emploi pour réduire aujourd'hui encore les garanties collectives, réduire les salaires, les primes, augmenter le temps et les charges de travail.

Le virus n'est pas responsable de la crise sanitaire.

Mes camarades, il n'est pas non plus responsable de la crise économique !

Le PIB avait déjà baissé de 6% au premier trimestre, soit avant le confinement, qui n'a commencé que le 17 mars. Depuis des mois et des mois, des économistes alertent sur les risques, sur la quasi-certitude d'une crise majeure du capitalisme. Tous les voyants sont au rouge depuis au moins deux ans, nous l'avons largement relayé dans les circulaires et les publications fédérales.

Aujourd'hui, le constat est là, « l'étincelle coronavirus » n'a cet effet dévastateur sur l'économie que parce que l'économie capitaliste était déjà à l'agonie, incapables de répondre aux besoins. Aucune leçon n'a été tirée de la crise précédente, celle de 2008, pas plus qu'une leçon ne sera tirée de celle-là, si le monde du travail ne s'en mêle pas.

Depuis 2008, les profits ont augmenté, les gains de productivité ont jeté des millions de travailleurs au chômage car le temps de travail n'a pas baissé en proportion, le pouvoir d'achat a reculé, les banques ont continué de déverser des milliards et des milliards sur les marchés virtuels, le nombre de milliardaires a augmenté et la pauvreté aussi.

Dans notre pays, les annonces de licenciements se multiplient, alors que les amortisseurs sociaux ne sont plus présents. Notre société à deux vitesses engendre précarité et pauvreté, du fait de la baisse drastique du pouvoir d'achat, ainsi qu'un asservissement au crédit bancaire en général, pour les particuliers comme pour les entreprises, notamment les plus petites. Nous devons nous préparer à subir, si nous n'agissons pas.

Dans le monde, non seulement le chômage se répand, les activités se réduisent, mais des émeutes de la faim éclatent, comme récemment au Panama, en Amérique latine. Pendant ce temps, les riches continuent de s'enrichir.

Les patrons ont utilisé l'arsenal mis à disposition par le gouvernement avec la loi d'urgence sanitaire, pour exploiter le filon du confinement jusqu'à l'os. Ils continuent aujourd'hui, prétextant du marasme général pour engager des projets de restructurations pourtant envisagés auparavant, pour réclamer des aides publiques afin de mettre en place des réorganisations déjà prévues, des rachats d'entreprises,

des relocalisations de productions qu'ils avaient eux-mêmes délocalisées, comme le paracétamol par exemple.

Les périodes dites de crise sont, pour le capital, un moment comme un autre. Elles sont l'occasion de faire des affaires, parfois juteuses, de se débarrasser d'un concurrent comme l'enseigne But avec Conforama.

Pour les travailleurs, il en va autrement : la crise c'est nous qui la payons, c'est eux qui en vivent.

Toutes nos branches sont touchées, la chimie, le caoutchouc, le pétrole, la plasturgie, l'industrie pharmaceutique, et les autres branches de la fédération. Les grands groupes comme les petites entreprises. Dans la branche industrie pharmaceutique, ce sont 40 plans de licenciements qui sont en cours. Dans certains grands groupes, des PSE sont ou seront décidés, mais pour les salariés organiques uniquement. Dans d'autres ce sera des ruptures conventionnelles collectives. Pour les sous-traitants, les travailleurs des moyennes et petites industries, la destination finale c'est le chômage et le basculement immédiat dans la précarité.

Soyons lucides, dans trop d'endroits, les syndicats CGT se résignent à négocier les mesures d'aménagement des décisions patronales, parfois sans même envisager la lutte pour l'emploi. Alors oui les salariés ne nous poussent pas dans les reins, mais quand l'ont-ils fait ? Doit-on reprocher à des travailleurs qui se noient, de ne pas savoir nager puisque nous ne leur avons jamais appris ? Et de s'accrocher à la première bouée de sauvetage qui traîne ?

Car, rodant autour des sites menacés, quelques cabinets d'avocat incitent certains syndicats à entrer au plus vite dans une logique juridique, pour obtenir des indemnités supra-légales, d'autant plus aléatoires avec la justice de classe qui caractérise notre pays. Mais en attendant, les honoraires de ces avocats-vautours sont multipliés par autant de dossiers accumulés. Au final, ce sont les travailleurs, les dindons de la farce. Un seul exemple à méditer, après une lutte héroïque de sept années des Goodyear Amiens Nord et de leur syndicat CGT combatif, combien aujourd'hui de ces 1300 travailleurs ont retrouvé un emploi stable ?

La question qui se pose dans ces moments terribles, c'est à quoi sert la CGT ? Le travail fait au quotidien par vous-même, les militants de la FNIC, est souvent exemplaire. Mais n'oublions jamais que, et ceci sans aucun élitisme, nous sommes la partie la plus consciente de la classe ouvrière. Nous sommes aguerris, formés, et la formation, ça sert à quelque chose. Notre rôle est donc en permanence, non seulement de secourir ou d'aider nos camarades de travail, mais de leur donner des perspectives politiques sur les causes de notre situation.

Ainsi, ayons en tête que les luttes isolées n'auront pour effet que de sauver ce qui est déjà prévu par les patrons comme sauvable. Je ne dis pas qu'il ne faut pas se battre pour sauver les emplois. Je dis, au contraire, qu'il nous faut d'abord choisir de lutter, qu'il nous faut élargir nos luttes aux causes de ce que subissent les travailleurs, et non aux seules conséquences des choix patronaux.

On veut nous faire croire qu'à la lumière de la tragédie économique et sociale qui se dessine, il faut discuter, dialoguer avec les patrons et le gouvernement, qu'il faut exiger de réaménager les priorités, bref « négocier ». Que la CGT soit une « force de proposition ».

Camarades, certains dirigeants syndicaux nous prennent pour des billes. Qu'il existe ou non un rapport de forces, l'important serait de négocier, quitte à aménager à la marge, parce que « quand la CGT est présente » autour de la table de négociation du poids des chaînes, les choses se passent différemment que lorsque nous ne sommes pas là. Qu'il ne faut pas faire la « politique de la chaise vide ».

Le capitalisme serait aménageable, au moins jusqu'à un certain point ?

On veut nous faire croire que notre pays, que nos économies de marché sont « civilisées », qu'il faut et suffit de mettre des « règles » plus drastiques pour « contenir » l'appétit des actionnaires, dans une économie au bilan globalement positif. La solution passerait par la participation à des conférences sociales, des « Ségur », et s'ils échouent, ce sera par manque de rapport de forces, c'est parce que ceux qui étaient sur les balcons hier à applaudir les soignants, ne sont pas dans la rue aujourd'hui, parce que les syndicats n'auront pas fait leur boulot ?

Doit-on et peut-on « aménager » le système ? Et jusqu'à quand allons-nous être les complices de stratégies qui sont des machines à perdre ?

On veut dissimuler les quelques exemples internationaux qui existent tout en réécrivant l'Histoire sur l'apport de la lutte des classes et, soyons clairs, du communisme, pour les peuples dans le monde.

Pour rappel, là aussi, les faits et les réalités sont têtus : Il vaut mieux, j'en ai parlé, résider à Cuba, économie socialiste, qu'à Haïti, protectorat des Etats-Unis, l'espérance de vie y est de 80 ans au lieu de 64. Il vaut mieux naître en Chine qu'en Inde, la mortalité infantile y est quatre fois moins élevée. Et en Inde, il vaut mieux naître au Kerala, le plus développé des États indiens, le seul dirigé par les communistes depuis 1957, le seul où la scolarisation des femmes atteint quasiment 100%.

On va même jusqu'à dire aujourd'hui que ce sont les alliés occidentaux, USA en tête, qui auraient vaincu Hitler, alors que c'est l'Union Soviétique qui a libéré quasiment seule, le monde, de la bête nazie, au prix de plus de 20 millions de morts, soit la moitié des victimes de la seconde guerre mondiale. L'Union Soviétique qui était un pays féodal 30 ans plus tôt.

C'est vrai, les pays que je viens de citer n'ont pas installé la société sans classes. Pour autant, c'est bien la lutte des classes, dans ces pays-là comme ailleurs, qui a contribué au progrès social dans le monde entier. Si nous bénéficions de la Sécurité sociale aujourd'hui, nous le devons au cégétiste et communiste Ambroise Croizat, et avant lui, aux sacrifices des résistants qui ont imposé le programme du CNR à De Gaulle. Ne l'oublions pas.

Le salaire au mois, le droit au repos par la baisse du temps de travail, les embauches qui en ont découlé, les congés payés, la retraite, aucune de ces avancées n'est le résultat de la générosité patronale. Chacune, au contraire, a été arrachée de haute lutte à la rapacité des propriétaires des moyens de production, en étant conscients qu'au démarrage, tout cela n'était que de pures utopies, qui sont pourtant devenues des conquêtes et des réalités.



Notre classe est en guerre mortelle contre cet ennemi, le capital, qui n'a aucune limite à son emprise sur nos vies, qu'il transforme totalement en marchandise, y compris les « like » que nous postons sur Facebook.

Aménager le capital, c'est admettre que nous resterons prisonniers à vie, mais qu'on nous concède le droit de discuter des détails de notre incarcération.

Nous devons au contraire, au quotidien, garder pour objectif d'abattre le capitalisme, lui casser les reins.

Benoit Frachon disait que ce sont les « petites revendications qui induisent les grandes » et notre camarade concluait qu'il n'y avait pas de petites revendications.

Oui, chaque licenciement dans une usine est la conséquence du choix structurant de maintenir un système concurrentiel à tous les niveaux, qui relègue les services publics et la protection sociale à une ligne comptable qu'il faut réduire.

Se battre contre un licenciement ici, c'est se battre contre la logique de tout le système capitaliste. Pas de petites revendications, d'accord, mais à condition de garder le lien entre revendication immédiate et revendication générale car la première ne concerne que les conséquences, la seconde, les causes.

Pour autant, quel que soit le niveau de dégradation du syndicalisme revendicatif, le syndicat reste le cadre essentiel pour regrouper les travailleurs et la jeunesse. Frachon, encore lui, fustigeait déjà ces « porte-serviettes » du syndicat dans les entreprises, c'est-à-dire ces délégués qui, avec la complicité du patron, ont cessé tout travail, devenus permanents et qui parcourent l'usine, la serviette sous le bras, l'air affairé, et qui prétendent que c'est une « victoire » d'avoir obtenu « un ou plusieurs permanents payés par le patron ».

Les porte-serviettes, il en existe dans les syndicats jusqu'à la confédération, notre tâche est de les débusquer et de nous renforcer en les éliminant. Les porte-serviettes n'ont rien à faire à la CGT. Quand la Fédération répond pied à pied, par des courriers, des prises de position, aux tribunes traitresses signés ces derniers temps, y compris par la CGT, elle joue ce rôle de corde de rappel pour ceux qui oublieraient qui ils sont, d'où ils viennent et qui les mandatent.



Mes camarades, se détourner du syndicalisme de lutte, ce serait laisser aux dirigeants nationaux la liberté de parler sans contrôle donc sans mandat au nom des travailleurs. Ce n'est pas envisageable.

Notre syndicalisme doit s'inscrire dans le cours exact du mouvement historique des travailleurs, et non pas chercher à représenter « un contre-pouvoir crédible » dans les tables de négociation et autres conférences sociales, Ségur ou Grenelle, et pour cela semer l'illusion réformiste que le rapport de forces demeurerait inchangé.

Notre rôle collectif est d'ouvrir une perspective immédiate sur le terrain de la lutte de classe : non pas « lutter », la lutte pour la lutte, ni pour la gloire, ni pour rendre crédible un « syndicalisme de proposition » de compromis, ni couvrir la stratégie syndicale de compromis et du syndicalisme rassemblé, seule responsable de la litanie des défaites, mais mettre en place un plan de travail concret, une stratégie nationale interprofessionnelle qui n'existe plus dans la CGT, devenue la simple addition des batailles qui se déroulent dans les entreprises, les secteurs professionnels et les départements, sans coordination ni impulsion d'ensemble. Ce défaut d'impulsion n'est pas une erreur, ce n'est pas un manque de stratégie, c'est un choix politique assumé par le bureau confédéral, mais dans lequel ne se retrouvent pas de nombreux syndicats CGT qui refusent de tourner le dos à leur rôle historique.

Poser ces questions politiques a pour conséquence d'interroger la pertinence du maintien de la CGT comme membre de la Confédération Européenne des Syndicats, présidée par le sinistre Laurent Berger, une présidence obtenue notamment avec les voix de la délégation CGT à la CES, quand même FO s'est abstenue. Il ne s'agit pas d'une querelle d'affiliation. La CES est un outil politique de la Commission Européenne, elle-même l'émanation de la classe capitaliste. La CES n'est d'aucune utilité pour un syndicalisme de lutte, c'est au contraire un obstacle. Il faudra bien qu'un jour, notre CGT de combat sorte de ce guêpier, et si certains responsables confédéraux s'y trouvent bien, qu'ils y restent !

Comment vaincre, telle est la question ?

Marx nous dit : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Ce qui signifie que c'est dans les luttes, et au moyen de la bataille des idées, que notre action collective doit se situer. Disons-le tout net, la stratégie développée

par la CGT sur le plan national interprofessionnel ces dernières années est un échec. Les reculs sociaux n'ont jamais été aussi nets, l'immense majorité des travailleurs ne voient pas l'intérêt de s'unir dans le syndicat.

Nous sommes en train de mourir mes camarades. Il faut réagir.

Il nous manque l'organisation, la stratégie dont notre classe a un besoin vital. Celle qui contribuerait à un renouveau du mouvement ouvrier, celle qui fait défaut de plus en plus durement sur le terrain national comme dans le cadre international, sur les questions syndicales comme sur les questions politiques.

Conformément à cette double besogne, revendication immédiate en cohérence avec changement de régime économique, il nous faut travailler à agir sur ces deux dimensions.

C'est pourquoi il est proposé aux syndicats de s'engager dans un processus d'action dans les prochains jours et semaines.

Point n°1 : Imposer, décider de notre propre agenda, dans les entreprises comme au niveau national, au lieu de se conformer à l'agenda patronal et gouvernemental, et suivre en cadence le programme des réunions prévues à l'avance, et n'être qu'en « réaction » plutôt qu'à l'offensive.

Point n°2 : Mettre en place « notre » programme d'initiatives et le luttes. Des réunions cet été entre fédérations et unions départementales ont permis de construire une ébauche de programme, sur la proposition de l'union départementale des Bouches-du-Rhône, d'organiser une marche pour l'emploi et la dignité de Marseille à Paris, entre fin septembre et mi-octobre, pour aboutir le samedi 17 octobre en une manifestation nationale à Paris.

A partir de cette perspective, l'union départementale du Nord fait la même proposition, de Lille à Paris, celle du Val-de-Marne, du Cher également. Les fédérations clairement engagées sont la FNIC, le Commerce, les Services Publics. De nombreux syndicats CGT d'autres professions et départements s'engagent dans la démarche.

En clair, il ne s'agit pas, pour les Marseillais, de marcher pendant 750 kilomètres jusqu'à Paris. Il s'agit d'une série d'initiatives s'égrenant le long du parcours, rassemblements, prises de paroles, appels de boîtes en lutte, actions de masse ou/et actions symboliques, le tout couvert par nos réseaux de médiatisation, Facebook, sites Internet, médias d'information syndicale comme UnitéCGT.

Qui organise ? Si les grandes lignes peuvent être ébauchées au niveau national, il est clair que nos forces locales, les syndicats, les référents sont les camarades les mieux à même d'organiser les choses, aux dates suggérées et prévues. Par exemple à Lyon, il apparaît que l'union départementale refuse d'organiser une initiative d'action du moment qu'elle n'est pas décidée par le bureau confédéral. Très bien, c'est donc à nous, la CGT, à savoir le croisement des professions et des territoires, de l'organiser. Car mes camarades, la CGT, c'est cela, c'est l'union volontaire des syndicats doublement affiliés à leur fédération et leur UD. Ce n'est certainement pas un soviet suprême et en-dessous, les troupes qui exécutent ou qui restent inertes parce que rien n'est décidé en haut lieu !

La date appelée par le bureau confédéral, le 17 septembre, est bien entendu l'une des dates de mobilisation, et si nous ne voulons pas que ce soit une sempiternelle date « saute-mouton » devenue avec le temps totalement inutile, nous devons élargir. Il nous faut donc susciter les actions sur les territoires où nous sommes présents, en n'hésitant pas à prendre des contacts transversaux avec nos camarades des autres professions, pour organiser, participer jusqu'à converger vers Paris le 17 octobre.

En parallèle, il nous faut interpeler clairement le champ politique. Les partis politiques avec qui il reste utile de discuter, ceux avec lesquels ce n'est pas une perte de temps, ces partis doivent se reconnecter aux préoccupations des travailleurs en matière de modèle social. Ils doivent cesser leur petits ralliements clientélistes, ceux qu'on a vu au grand jour durant les municipales, je parle des militants de ces partis à défaut des directions nationales, car si certains disent à juste titre que le syndicalisme est mortel, c'est également le cas des partis politiques quand ils sont complètement déconnectés de l'exigence large de changements radicaux et rapides.

J'ai dit tout à l'heure, et je termine là-dessus, « double besoin ». Revendication/action immédiate, et action pour poser des perspectives politiques

larges. Il nous faut en conséquence appliquer cette double besogne à ce que je viens de proposer.

Nous proposons en conséquence, en fonction des mobilisations qui se seront déroulées d'ici au 17 octobre, d'organiser ce qui pourrait s'appeler les assises nationales de la riposte générale, les 29 et 30 octobre, le lieu sera Martigues. Ces assises, auxquelles sont appelés à participer nos syndicats, mais pas seulement, auront pour but de débattre de ce que pourrait être une stratégie gagnante pour le monde du travail en France. Ces assises doivent être un vaste lieu et moment de réflexion, elles doivent permettre sur une base large, d'envisager une suite et une montée de la mobilisation dans le pays.

Compte tenu de la proximité de notre congrès fédéral qui se tiendra du 30 novembre au 4 décembre à Louan, en Seine et Marne, la Fédération dégagera des moyens en termes de prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement pour la participation à ces assises très importantes. Ce qui est proposé est donc une participation massive à ces assises nationales.

Ultime point, l'inscription et la préparation politique de notre congrès. Notre Fédération de syndicat a des ambitions élevées, son fonctionnement et ses orientations ne peuvent pas être en charge d'une poignée de militants et de syndicats. Inscrivez-vous rapidement au congrès, ce moment unique de fraternité et de décision démocratique, il aura une dimension internationale, ce qui n'arrive que tous les 6 ans, avec la participation active de nombreux invités internationaux, une solidarité exprimée avec nos sœurs et frères palestiniens, et le jeudi, la présence de nos camarades cubains et vénézuéliens à la tribune de notre congrès, à qui nous rendrons un hommage appuyé et fraternel, comme nous savons le faire à la FNIC.

Voilà camarades, le plan d'action qui est projeté, il ne se transformera en « fait » que si nous en faisons, tous ensemble, une réalité.

Merci de m'avoir écouté, à vous la parole.